*(Nom, prénom*

*Adresse)*

A

Monsieur Michel PROSIC

Préfet du Lot

Place Jean-Jacques Chapou

46009 CAHORS Cedex

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, le 1er Mai 2020

Objet : Lettre pétition

Monsieur le Préfet,

La crise sanitaire actuelle a mis le monde à l’arrêt tout en le précipitant dans l’urgence, celle de sauver des vies. Celle, aussi, de repenser et reconstruire un système qui, la preuve vient d’en être dramatiquement donnée, ne mène qu’à l’impasse. Une impasse sanitaire, mais aussi sociale et climatique.

Aujourd’hui, une opportunité historique nous est donnée :

Celle d’une remise à plat d’un système injuste, climaticide et sexiste.

Celle de réaliser les changements politiques nécessaires, les plus importants de ces dernières décennies.

Celle d’un progrès collectif, jamais réalisé depuis des générations, pour un monde juste et durable.

Celle de construire un monde « d’après » qui profite à toutes et tous et non plus à une minorité privilégiée, et préserve notre avenir et celui de la planète.

Dans ses dernières déclarations, Emmanuel Macron a appelé à des « décisions de rupture » et à placer « des services publics en dehors des lois du marché ».

Au-delà de grands discours, l’heure est aux actes.

C’est pourquoi, en ce 1er Mai 2020, journée internationale de lutte pour les droits des travailleurs et dans cette période de confinement, je tiens à manifester en répondant à l’appel des organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FGR, Modef, Confédération Paysanne, en vous adressant mes revendications :

* L’arrêt immédiat des activités non indispensables pour faire face à l’épidémie.
* Les réquisitions des établissements médicaux privés et des entreprises afin de produire dans l’urgence masques, respirateurs et tout le matériel nécessaire pour sauver des vies.
* La suspension immédiate du versement par les entreprises de dividendes, rachats d’actions et bonus aux PDG.
* La décision de ne pas utiliser les 750 milliards d’euros de la BCE pour alimenter les marchés financiers mais uniquement pour financer les besoins sociaux et écologiques des populations.

Je demande également que s’engagent sans plus attendre des politiques publiques de long terme pour ne plus jamais revivre ça :

* Un plan de développement de tous les services publics.
* Une prise en considération réelle des inégalités entre élèves et étudiants.
* Une fiscalité bien plus juste et redistributive, un impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les transactions financières et une véritable lutte contre l’évasion fiscale.
* Un plan de réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations, de répondre à la crise écologique.

Je vous prie d’agréer, Monsieur le Préfet, mes salutations les plus distinguées.

*(Signature)*